VVV. L.3250/1.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
27 NOV 1952
Transmis à M. Coordinateurs
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 8 novembre 1952, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "d'organisation judiciaire", et le 14 novembre 1952 sur un amendement à ce projet, a donné en sa séance du 18 novembre 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e November 1952 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de rechterlijke inrichting" en de 14e November 1952 over een amendement op dat ontwerp, heeft ter zitting van 18 November 1952 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 3 emploie l'expression "magistrat supplémentaire". Le Conseil d'Etat estime que cette dénomination est erronée : il y a des magistrats effectifs et des magistrats suppléants; il y a, d'autre part, des places que l'on pourrait qualifier d'"organiques" et d'autres qui viennent en complément de ces places. Mais il n'y a ni des magistrats de complément, ni surtout des magistrats supplémentaires.

II.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les articles 3 et 5 du projet sont superflus. Le magistrat nommé à une place supplémentaire n'est pas un magistrat d'une catégorie spéciale. Dès lors, il semble inutile de prendre des dispositions expresses quant aux conditions légales requises, à la prestation de serment, à la prise de rang, au traitement et à l'ancienneté.

III.

L'article 6 trouve un précédent dans la loi de surséance à certaines nominations judiciaires du 20 juillet 1926, dite loi de cadenas.

Dans cette loi l'on avait, pour la première fois, légiféré par voie de référence à un projet de loi.

Le Conseil d'Etat est d'avis que cette manière de procéder n'est pas conforme à l'article 41 de la Constitution. Elle déroge, en outre, au prescrit de

la loi du 18 avril 1898; l'article 6, en effet, rend obligatoire un tableau qui ne paraîtra pas au Moniteur belge et qui a été publié uniquement aux documents parlementaires du Sénat.

Pour éviter ces objections, le Conseil d'Etat suggère de joindre au projet le tableau annexé au projet de loi déposé le 25 avril 1952.

IV.

Le Conseil d'Etat est d'avis que la rédaction de l'article 7 du projet présente plusieurs imperfections :

1° il est de mauvaise technique de rappeler "les dispositions qui précèdent", sans autrement les identifier;

2° l'expression "magistrats supplémentaires" est erronée;

3° il est inutile de parler des magistrats "belges", puisqu'en Belgique il faut être Belge pour être magistrat;

4° l'expression "territoires d'outremer" ne semble pas encore avoir reçu une définition légale;

5° l'article 2 de la loi du 28 juillet 1952 est en réalité l'article 188 bis de la loi du 18 juin 1869.

Le Conseil d'Etat fait, en outre, observer que la loi du 9 mai 1949 relative aux magistrats autorisés à accepter une fonction judiciaire dans un

.../...

organisme international est applicable nonobstant toutes dispositions légales limitant le nombre des magistrats. Il en résulte que le présent projet ne porte aucune atteinte à cette loi.

V.

L'article 11 de la loi du 1er juin 1949 que le Gouvernement propose de modifier est ainsi conçu :

"Les délégations faites en vertu de l'article 1er de la loi du 5 mars 1935 concernant les devoirs des fonctionnaires en temps de guerre, ou de l'article 2 de l'arrêté-loi du 9 mars 1940 peuvent être maintenues, nonobstant la remise de l'armée sur pied de paix, jusqu'au 31 décembre 1954.

Les magistrats et fonctionnaires ainsi délégués ou désignés bénéficieront des traitements et indemnités afférents aux fonctions qu'ils remplissent ou aux fonctions auxquelles ils ont été nommés si les traitements et indemnités de celles-ci sont plus élevés "

L'article 9 du projet tend à la suppression des mots "jusqu'au 31 décembre 1954".

Lors du vote de la loi du 5 mars 1935 à la Chambre, les représentants Van Dievoet et Boedt s'étaient abstenus parce qu'ils estimaient contraire à l'article 100 de la Constitution une disposition qui eût permis de déplacer un magistrat contre son gré. Au Sénat, aucune réserve de ce genre ne fut faite.

La constitutionnalité de l'article 11 de la loi du 1er juin 1949 n'a pas été mise en doute. Son

.../...

texte est dû à un amendement de la Commission de la justice du Sénat, qui fut soumis au Conseil d'Etat par le Ministre de la Justice.

Il résulte du rapport de la Commission de la justice qu'à l'époque treize juges étaient délégués aux fonctions de substitut de l'auditeur général. L'auditeur général déclara d'ailleurs à cette occasion : "En conscience, je ne puis refuser de faire droit à la demande d'un magistrat qui désire retourner à la juridiction civile à laquelle il appartient ".

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 11 de la loi du 1er juin 1949 ne peut être interprété comme permettant de maintenir des délégations de magistrats sans le consentement de ceux-ci.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au dispositif du projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

Article 1er.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 2.-

En complément des places de conseiller et d'avocat général prévues par les dispositions légales en vigueur, le Roi peut, jusqu'au 31 décembre 1954, nommer :

1° à six places de conseiller et à trois places d'avocat général à la Cour d'appel de Bruxelles;

2° à trois places de conseiller et à trois places d'avocat général à la Cour d'appel de Gand;

3° à trois places de conseiller et à deux places d'avocat général à la Cour d'appel de Liège.

Article 3.-

L'ordre de présentation par les conseils provinciaux des conseillers aux cours d'appel n'est pas modifié; il est procédé à la présentation par le conseil provincial auquel cette présentation aurait appartenu si la place vacante avait été l'une de celles qui sont prévues par la législation existante. L'ordre fixé par cette législation est ensuite suivi sans qu'il soit tenu compte de l'augmentation du nombre de places.

Article 4.-

Sauf l'application des articles 1er et 2, il ne sera pourvu aux places qui deviendraient vacantes à partir du 1er janvier 1953, que dans la mesure où leur maintien est prévu par le tableau annexé à la présente loi.

.../...

Article 5.-

Nonobstant les dispositions de l'article 4, le Roi peut pourvoir au remplacement des magistrats qui, conformément à l'article 33 de la loi du 18 octobre 1908 modifiée par la loi du 18 mai 1929, ou à l'article 188bis de la loi du 18 juin 1869 modifiée par la loi du 28 juillet 1952, ont été autorisés à accepter un poste dans la magistrature de la colonie ou une fonction judiciaire auprès d'un organisme international en Belgique ou à l'étranger.

Article 6.-

§ 1er. Le Ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'application de l'article 205 bis de la loi du 18 juin 1869 modifiée par l'arrêté-loi du 23 novembre 1945, déléguer des magistrats d'un parquet militaire dans un parquet civil, ou d'un parquet civil ou militaire dans des départements ministériels,commissions, organismes ou offices gouvernementaux.

Les magistrats ainsi délégués continuent à jouir de leur traitement de magistrat et des augmentations et avantages y afférents. Toutefois, ils bénéficieront des traitements et indemnités afférents aux fonctions qu'ils remplissent par délégation, si ceux-ci sont plus élevés.

§ 2. Le Ministre de la Justice peut, sans préjudice de l'application de l'article 207 de la loi du 18 juin 1869, déléguer , d'un greffe militaire dans un greffe civil, ou d'un greffe civil ou militaire dans des

.../...

départements ministériels, commissions, organismes ou offices gouvernementaux, des greffiers, greffiers adjoints, greffiers adjoints à titre personnel, greffiers surnuméraires, greffiers à titre personnel, commis greffiers, employés, employés temporaires ou auxiliaires à prestations complètes d'une cour, d'un tribunal ou d'un conseil de guerre.

Les greffiers et employés ci-dessus ainsi délégués continuent à jouir de leur traitement, des augmentations et avantages y afférents. Toutefois, ils bénéficieront des traitements et indemnités afférents aux fonctions qu'ils remplissent par délégation, si ceux-ci sont plus élevés.

Article 7.-

... (texte du nouvel article 9 proposé par amendement du Gouvernement) ...

Article 8.-

L'article 2 de la loi du 27 juillet 1938 relative à l'organisation judiciaire est abrogé.

Article 9.-

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

I.

In artikel 3 wordt de uitdrukking "bijkomende magistraat" gebruikt. De Raad van State is van oordeel dat deze benaming verkeerd is : er zijn werkelijke magistraten en plaatsvervangende magistraten; voorts zijn er plaatsen die men "organieke" plaatsen kan noemen en andere die ter aanvulling van die plaatsen zijn ingesteld. Doch er bestaan geen bijgevoegde magistraten, en zeker geen bijkomende magistraten.

II.

De Raad van State is van advies dat de artikelen 3 en 5 van het ontwerp overbodig zijn. De magistraat die in een bijkomende plaats is benoemd, behoort niet tot een bijzondere categorie. Derhalve lijkt het wel onnodig, uitdrukkelijke voorzieningen te treffen met betrekking tot de gestelde wettelijke voorwaarden, de eedaflegging, de ranginneming, de wedde en de ancienniteit.

III.

Voor artikel 6 is een precedent te vinden in de wet tot opschorting van sommige benoemingen in het gerecht van 20 Juli 1926, grendelwet geheten.

Hiermede kwam voor de eerste maal een wet tot stand, waarin naar een ontwerp van wet verwezen werd.

.../...

De Raad van State is van advies dat zodanig procédé met artikel 41 van de Grondwet in strijd is. Tevens wordt daarmede afgeweken van het bepaalde in de wet van 18 April 1898 ; artikel 6 geeft immers bindende kracht aan een tabel die niet in het Belgisch Staatsblad zal verschijnen en alleen in de parlementaire documenten van de Senaat is bekendgemaakt.

Ter voorkoming van die bezwaren stelt de Raad van State voor, de tabel gevoegd bij het 25 April 1952 ingediende wetsontwerp als bijlage bij het ontwerp op te nemen.

IV.

De Raad van State is van advies dat de tekst van artikel 7 van het ontwerp in menig opzicht gebrekkig is:

1° uit een oogpunt van wetgevingstechniek is het verkeerd te verwijzen naar "de voorafgaande artikelen" zonder meer ;

2° de uitdrukking "bijkomende magistraten" is onjuist ;

3° het is onnodig te spreken over "Belgische" magistraten, aangezien een magistraat in België, Belg moet zijn ;

4° voor de uitdrukking "overzeese gebieden" schijnt voorals nog geen wettelijke definitie te bestaan ;

5° artikel 2 van de wet van 28 Juli 1952 is in feite artikel 188 bis van de wet van 18 Juni 1869.

De Raad van State merkt verder op dat de wet van 9 Mei 1949 betreffende de magistraten die er toe

.../...

gemachtigd zijn een rechterlijk ambt bij een internationaal organisme te aanvaarden van toepassing is, niettegenstaande alle wetsbepalingen tot beperking van het aantal magistraten. Het onderhavige ontwerp doet dus geen afbreuk aan die wet.

V.

Artikel 11 van de wet van 1 Juni 1949 waarvan de Regering de wijziging voorstelt, luidt als volgt :

"De opdrachten krachtens artikel 1 der wet van 5 Maart 1935 betreffende de plichten der ambtenaren in oorlogstijd, of artikel 2 der besluitwet van 9 Maart 1940 kunnen tot op 31 December 1954 worden gehandhaafd, niettegenstaande het leger op vredesvoet werd teruggebracht.

De aldus afgevaardigde of aangewezen magistraten en ambtenaren ontvangen de wedden en vergoedingen verbonden aan de door hen vervulde functies of aan de functies waartoe zij benoemd werden indien deze wedden en vergoedingen hoger zijn ".

Artikel 9 van het ontwerp strekt er toe, de woorden "tot op 31 December 1954" te schrappen.

Bij de stemming over de wet van 5 Maart 1935 in de Kamer hadden de Volksvertegenwoordigers Van Dievoet en Boedt zich onthouden, omdat zij een bepaling, die de overplaatsing van een magistraat zonder diens goedvinden

.../...

mogelijk maakte, strijdig achtten met artikel 100 van de Grondwet. In de Senaat werd generlei voorbehoud van die aard gemaakt.

De grondwettelijkheid van artikel 11 van de wet van 1 Juni 1949 werd niet in twijfel getrokken. De tekst van dat artikel is de vrucht van een amendement uitgaand van de Senaatscommissie voor justitie, dat door de Ministe. van Justitie aan de Raad van State werd voorgelegd.

Uit het verslag van de Commissie voor justitie blijkt dat destijds dertien rechters tot het ambt van substituut-auditeur-generaal waren afgevaardigd. De auditeur-generaal verklaarde trouwens daaromtrent : "In geweten kan ik niet weigeren in te gaan op het verzoek van een magistraat die verlangt naar het burgerlijk gerecht waartoe hij behoort terug te keren ".

De Raad van State is van advies dat artikel 11 van de wet van 1 Juni 1949 niet zo mag worden uitgelegd, dat het mogelijk is de opdracht van een magistraat zonder diens goedvinden te handhaven.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, in het beschikkend gedeelte van het ontwerp een aantal vormwijzigingen aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

.../...

Artikel 1.- ... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 2.-

Ter aanvulling van de plaatsen van raadsheer en advocaat-generaal, bepaald bij de geldende wetsbepalingen, kan de Koning tot 31 December 1954 benoemen :

1° voor zes plaatsen van raadsheer en drie plaatsen van advocaat-generaal in het Hof van beroep te Brussel ;

2° voor drie plaatsen van raadsheer en drie plaatsen van advocaat-generaal bij het Hof van beroep te Gent ;

3° voor drie plaatsen van raadsheer en twee plaatsen van advocaat-generaal bij het Hof van beroep te Luik.

Artikel 3.-

De orde der voordrachten door de provinciale raden voor de plaatsen van raadsheer in de hoven van beroep wordt niet gewijzigd ; de voordracht wordt gedaan door de provinciale raad waaraan de voordracht zou zijn toegekomen indien de openstaande plaats één van de in de geldende wetgeving bepaalde plaatsen was geweest. De bij die wetgeving vastgestelde volgorde wordt verder gevolgd zonder met de verhoging van het aantal plaatsen rekening te houden.

Artikel 4.-

Behoudens toepassing van de artikelen 1 en 2 zal in de plaatsen welke met ingang van 1 Januari 1953 open vallen, niet worden voorzien dan in de mate waarin zij worden gehandhaafd in de bij deze wet gevoegde tabel.

.../...

Artikel 5.-

Niettegenstaande het bepaalde in artikel 4, kan de Koning voorzien in de vervanging van magistraten die, overeenkomstig artikel 33 van de wet van 18 October 1908 gewijzigd bij de wet van 18 Mei 1929, of artikel 188 bis van de wet van 18 Juni 1869 gewijzigd bij de wet van 28 Juli 1952, er toe gemachtigd zijn een post in de magistratuur van de Kolonie of een rechterlijk ambt bij een internationaal organisme in België of in het buitenland te aanvaarden.

Artikel 6.-

§ 1. Onverminderd de toepassing van artikel 205 bis van de wet van 18 Juni 1869 gewijzigd bij de besluitwet van 23 November 1945, kan de Minister van Justitie magistraten afvaardigen uit een militair parket naar een burgerlijk parket, dan wel uit een burgerlijk of militair parket naar ministeriële departementen, commissies, regeringsorganismen of -diensten.

De aldus afgevaardigde magistraten genieten verder hun wedde van magistraat en de er aan verbonden verhogingen en voordelen. Zij hebben echter aanspraak op de wedde en de vergoedingen, verbonden aan het ambt dat zij ingevolge de afvaardiging waarnemen, zo deze hoger zijn.

§ 2. Onverminderd de toepassing van artikel 207 van de wet van 18 Juni 1869, kan de Minister van Justitie

.../...

griffiers, adjunct-griffiers, adjunct-griffiers titulair, boventallige griffiers, griffiers titulair, griffiers-klerken, bedienden, tijdelijke of hulpbedienden met volledige prestaties van een hof, een rechtbank of een krijgsraad, afvaardigen uit een militaire griffie naar ee burgerlijke griffie dan wel uit een burgerlijke of militaire griffie naar ministeriële departementen, commissies, regeringsorganismen of -diensten.

De aldus afgevaardigde griffiers en bedienden genieten verder hun wedde en de er aan verbonden verhogingen en voordelen. Zij hebben echter aanspraak op de wedde en de vergoedingen, verbonden aan het ambt dat zij ingevolge de afvaardiging waarnemen, zo deze hoger zijn.

Artikel 7.-

... (tekst van het nieuw artikel 9 door een amendement van de Regering voorgesteld) ...

Artikel 8.-

Artikel 2 van de wet van 27 Juli 1938 betreffende de rechterlijke inrichting wordt opgeheven.

Artikel 9.-

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs :	J. SUETENS,	premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter,
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Justice.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Justitie.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State.

R. DECKMYN.